

vendredi 9 mai 2014

N° 4571

Le Travailleur du Lot-&-Garonne

Européennes

FRONT
DE GAUCHE

Réunion publique



Marie Pierre **Vieu**

Manuel **Bompard** - Bénédicte **Veilhan**

mercredi 14 mai

20h00 - Rotonde du Stadium

Agen

Sommaire

en bref p 2 et 3

Colère noire - Emploi - Retraités mobilisés
- Unis contre Valls - Contre le racisme -
L'atelier

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Europe - Premier Mai - Libération -
Agenda

locales p 7

Marmande - Fumel - Francescas - Val de
Garonne

culture p 8

Photo - Peinture - Musique

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 93^e année - 1,20



Europe À quoi sert le Parlement?



Marmande Coucous réussi

P. Laurent Une politique illégitime



Villeneuve s/Lot Mai de la photo



Ensemble contre le racisme

Dans le cadre des semaines d'éducation contre le racisme, la Ligue de l'enseignement, le 100 % collectif et l'UFOLEP 47 propose, cette année encore, de venir assister aux jeux coopératifs et tournoi de rugby, ouvert à tous, qui seront organisés mercredi 28 mai 2014 au stade Armandie d'Agen. Au programme de la rencontre : **14h00** - accueil, présentation du déroulement de l'après-midi, intervention des personnalités ; **14h20/15h20** - jeu coopératif autour du vivre ensemble (les participants auront environ huit questions auxquelles ils devront répondre en suivant un parcours composé d'ateliers animés par les associations du 100 % collectif) ; **15h30/17h00** - réunion de travail de tous les responsables d'équipe (déroule-

point de départ d'un travail de recensement des emplois nécessaires pour répondre aux besoins des salariés et de la population en Aquitaine. ■



Union contre la politique de Valls

Pierre Laurent appelle à l'union de la gauche contre la politique de Valls. Le

ment des rencontres sous forme de matchs amicaux sur deux terrains) ; **17h15** - remise des récompenses et pot de l'amitié. Les objectifs majeurs de la journée sont de promouvoir les valeurs éducatives et citoyennes à travers le rugby et les jeux coopératifs ; plus particulièrement, lors de cette journée, aborder le thème de la lutte contre le racisme et les discriminations dans et à travers le sport, mais aussi de permettre aux jeunes d'acquérir des comportements adaptés. ■

secrétaire national du Parti communiste (PCF), Pierre Laurent, a appelé mercredi les forces de gauche qui « ne se reconnaissent pas » dans la politique « illégitime » menée par M. Valls à travailler « ensemble ». « Le vote du pacte signifie que le Premier ministre n'a pas de majorité de gauche pour soutenir sa politique. « Il y avait 340 députés de gauche à l'Assemblée nationale, 260 ont soutenu sa politique et 80 ne l'ont pas votée », a indiqué P. Laurent lors d'une conférence de presse. « Le président de la République prend la responsabilité, au lendemain d'un désaveu massif des électeurs de gauche, d'imposer une politique qui n'a pas de majorité populaire dans le pays et qui n'en a même plus dans le Parlement », a-t-il également lancé. « M. Valls

peut répéter autant qu'il le veut j'assume cette politique, ça ne change rien sur le caractère illégitime de celle-ci » a-t-il ajouté. Pour P. Laurent, « en réalité, ceux que l'on appelle les frondeurs ce sont eux qui sont restés fidèles aux attentes du pays en 2012. Parce que le président a été élu par les voix de toute la gauche ». « Ceux qui désertent ce terrain-là et qui s'en éloignent c'est le président de la République, M. Valls et ceux qui décident de mener cette politique », a-t-il fustigé. « Le seul moyen de résoudre la situation du pays est de travailler avec toutes les forces de gauche qui ne se reconnaissent pas dans cette politique, afin de reconstruire ensemble un projet politique pour la France alors que François Hollande et Manuel Valls ont décidé de tourner le dos aux valeurs de la gauche », a estimé le sénateur de Paris. Selon lui, si ce rassemblement n'opère pas, « ce sera un boulevard ouvert au retour de la droite et à l'installation durable du FN », une « défaite » qu'il « n'accepte pas ». ■

Colère noire (3^e partie)

Mais où le Gouvernement dépasse les bornes et motive « *ma colère noire* », c'est la suppression à partir de 2015 des classes de sixième de SEGPA (section d'enseignement général et professionnel adapté). Or, je peux en témoigner car j'y ai travaillé en tant qu'enseignante spécialisée : ces élèves, en recevant un enseignement adapté, peuvent accéder au CAP, même au BEP, voire au bac professionnel. Ces élèves iront dans les classes ordinaires déjà surchargées ; on appelle cela d'un nom pompeux « *l'inclusion* ». Vous allez me dire : des assistants de vie scolaires (AVS) les accompagneront ! Or là encore, les promesses faites n'ont pas été tenues : formation au rabais, pas de statut, un salaire minable... Vous savez bien, on n'a pas le fric, on l'a déjà donné à ceux qui en ont trop et qui en demandent encore ! Et les réseaux d'aides (RASED, maintes fois évoqués dans ce journal) : le nombre de postes est en baisse constante puisque les départs à la retraite ne sont pas compensés vu qu'il y a trop peu d'enseignants en formation. Il ne faut pas oublier que c'est le regard croisé des

trois composantes des RASED (les maîtres E qui apportent de l'aide à dominante pédagogique, les maîtres G, des aides rééducatives et les psychologues scolaires) qui permet de trouver la meilleure solution pour aider ces enfants. Car un élève est d'abord un enfant qui vit trop souvent des situations traumatisantes. La revendication du SNUipp/FSU « *plus de maîtres que de classes* » va encore passer aux oubliettes, or c'est un moyen efficace pour que les difficultés ne s'installent pas, en ayant la possibilité, entre autres, de travailler en petits groupes. La refondation du système éducatif pour la réussite de tous les élèves n'est pas encore pour demain... à moins que : enseignants, parents, élèves, élus et population se mobilisent tous ensemble mais pas seulement occasionnellement lors d'une menace de fermeture de classe par exemple, mais dès les mois d'octobre et novembre quand les budgets sont établis et bien sûr aussi sur le long terme ! Je me permettrais d'ajouter que les citoyens doivent aussi avoir un comportement responsable dans les urnes. La solution est de voter pour les candidats, les listes qui prônent « *l'humain d'abord* » et d'amplifier les luttes. ■

Marie Renée Gérard

Retraités mobilisés

La fédération générale des retraités de la fonction publique, section de Lot-et-Garonne invite ses adhérents à participer aux travaux de son assemblée générale. Elle aura lieu jeudi **22 mai 2014 de 9h00 à 13h00** à l'Auberge des compagnons (route de Cahors - parking Casino) avec la participation d'Annick Merlen, secrétaire générale de la FGR-FP et Jean-Claude Hourq, délégué régional d'Aquitaine.

La FGR-FP dénonce le gel des pensions jusqu'en octobre 2015, annoncé par le Gouvernement (ponction de 1,3 milliard d'euros pris dans la poche des retraités). Elle condamne le choix politique de faire payer la crise à ceux qui n'en sont pas responsables et considère qu'une véritable réforme fiscale reste à faire pour permettre une taxation plus juste et plus solidaire (suppressions de niches fiscales, taxation du patrimoine) et que d'autres sources de financement sont possibles pour la protection sociale.

L'organisation se mobilise avec les actifs le 15 mai...

Les organisations syndicales de la fonction publique (CFDT, CFTC, CGT, FA-FP, FSU, Solidaires, UNSA-FP) appellent tous les agents publics à une journée d'actions le 15 mai pour exiger une revalorisation des rémunérations et défendre les emplois. La FGR-FP de Lot-et-Garonne apporte son soutien à cette journée et invite ses adhérents à participer en nombre aux actions mises en place localement.

Avec les retraités le 3 juin...

Elle participera également à l'action nationale « retraités » du 3 juin prochain. ■

L'atelier

Tout ou presque y est autobiographique: le petit garçon, c'est Jean-Claude Grumberg venant un soir dans l'atelier où travaillait sa mère... Sous le nom de Simone c'est en effet sa mère elle-même qu'il porte à la scène, avec ses angoisses, ses souvenirs... Des pistes formelles s'ouvrent: la construction quasi chorale, fractionnée dans l'action comme dans le temps, excite l'imagination, et le jeu consiste non à combler les vides, mais à organiser la transformation des êtres dans ce lieu imuable en apparence, car le « *personnage principal* » confie

Grumberg « *au-delà de ma vie, c'est l'atelier* ». Continuer à porter, avec la distance que crée l'humour, une parole qui cherche à dévoiler l'indicible tout en organisant des micros possibilités d'espoir, c'est ce à quoi la tragédie nous invite depuis Beckett et Grumberg le dit à sa manière: « *Ce sont des gens qui parlent de choses et d'autres. Ils disent des conneries, ils disent des choses importantes, ils se confient, ils rient, ils pleurent. Mais l'élément essentiel c'est qu'ils travaillent* ». **Jusqu'au 9 mai:**

vendredi à 20h30. Théâtre du Jour - Agen - mise en scène R. Angebaud. ■

Le Travailleur du Lot-et-Garonne
fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef: **Nicolas Lucmarie** - rédaction: **Michel Ceruti, Lysiane Chantre Edmond Coëdelo, Roger Dejean, Jean-Claude François, Marie-Renée Gérard, Daniel Heinrich, Monique Mirande, Guy Rauzières, Claude Vaccari**
édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue 00
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr
CCP 1309 19X Bordeaux 2^e trimestre 2014 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

à mon
avis

En France, en Europe Non à l'austérité!

À moins de trois semaines de l'élection du 25 mai, l'enjeu est clair: dire non aux politiques d'austérité et à ceux qui les portent au niveau européen, comme national (UMP, UDI, PS...). Les peuples subissent la crise dont les effets sont accentués par les dogmes libéraux et les différents traités de l'UE. Les gouvernements et la Commission européenne ont utilisé cette crise pour imposer, partout, des politiques de rigueur de façon brutale et autoritaire. L'arrivée au pouvoir de F. Hollande n'a rien changé, tournant le dos à ses engagements de réorienter l'Europe. Les socialistes dans cette campagne utilisent les slogans: « *refuser l'austérité* », « *stop au dumping social* », « *les banques doivent payer* »... mais se taisent sur le coût du capital... Pourtant, depuis plus de trente ans, alliés aux conservateurs européens, ils ont voté tous les traités qui ont organisé la dérégulation de l'économie, les privatisations et la casse des services publics. Au regard des quelques votes des députés de la circonscription, cela en dit long sur l'Europe qu'ils organisent. Pour les socialistes français et leurs alliés écologistes, se prévaloir d'une quelconque lutte contre les politiques d'austérité européenne, au moment même où M. Valls a fait voter le pacte de responsabilité, apparaît déplacé et choquant. Pour étayer et justifier la nécessité de ces mesures, ils entonnent avec la droite le refrain de la faillite supposée de la France en 2012. Ce scrutin est l'occasion de dire stop à la régression sociale alors qu'une infime minorité concentre les richesses. Il permettra de promouvoir une autre Europe, démocratique, sociale, solidaire, écologiste. Sur le continent, d'autres mouvements et partis politiques portent les mêmes solutions: Izquierda Unida en Espagne, ICV/EUA en Catalogne, Siriza en Grèce, Die Linke en Allemagne... Dans notre circonscription du grand Sud-Ouest, comme la dernière fois, Jean Luc Mélenchon conduit la liste du Front de gauche, suivi de Marie Pierre Vieu, membre du PCF. La campagne est engagée, le peuple de gauche peut espérer gagner une députée européenne communiste supplémentaire. ■

Nicolas Lucmarie

Parlement européen Quels pouvoirs?

Seule institution de l'Union européenne (UE) élue directement par les citoyens, le Parlement européen exerce trois compétences fondamentales: législative, budgétaire et de contrôle des autres institutions de l'UE. Ses pouvoirs ont encore été étendus par le traité de Lisbonne, entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009.

Le Parlement participe à l'adoption d'une grande partie des textes juridiques de l'UE.

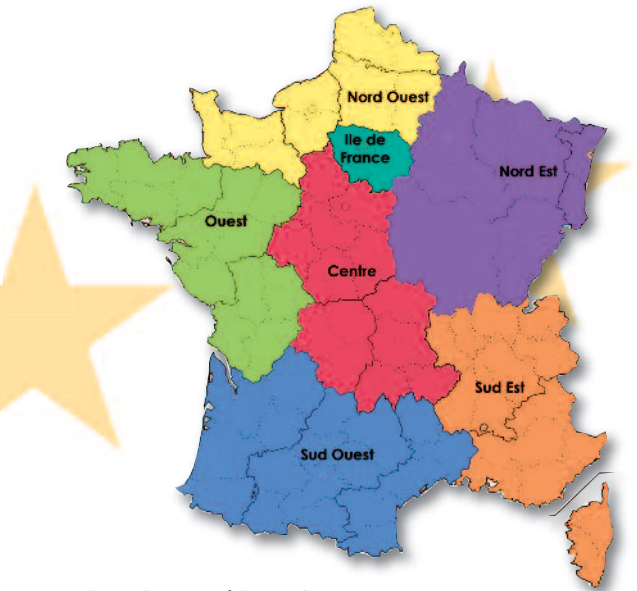
La procédure législative ordinaire (« PLO ») prévoit que les propositions de textes (directives et règlements) élaborées par la Commission européenne doivent être votées en termes identiques par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne (réunion des ministres des États membres) pour être adoptées. Cette procédure, qui place le Parlement et le Conseil sur un pied d'égalité est, aujourd'hui, la principale procédure législative utilisée. Le traité de Lisbonne a, en effet, augmenté le nombre de domaines d'action de l'UE qui relèvent de la PLO. Sont notamment concernés: la gouvernance économique, l'immigration, l'énergie, les transports, l'environnement, la protection des consommateurs... En revanche, la politique fiscale (avis consultatif du Parlement), ainsi que l'adhésion d'un nouvel État et la conclusion d'accords internationaux (droit de veto du Parlement) font partie des domaines qui échappent à la PLO.

Le Parlement participe à l'adoption du budget annuel de l'UE

Le Parlement européen partage, avec le Conseil de l'Union européenne, l'autorité budgétaire. Le Parlement et le Conseil votent le projet de budget annuel préparé par la Commission européenne. Dans ce domaine également, le traité de Lisbonne a étendu les pouvoirs du Parlement. Le traité a mis fin à la distinction entre « dépenses obligatoires » (déterminées par les traités ou par des actes arrêtés en vertu de ceux-ci) sur lesquelles le Conseil avait le dernier mot, et « dépenses non obligatoires » sur lesquelles le Parlement avait le dernier mot. Concernant le budget pluriannuel, celui-ci est adopté au moyen d'une procédure législative spéciale nécessitant l'unanimité du Conseil après approbation du Parlement.

Le contrôle des autres institutions de l'UE

Le traité de Lisbonne a modifié le mode de désignation du président de la Commission, en renforçant le poids du Parle-



ment dans la procédure. Le traité prévoit que le Conseil européen (réunion des chefs d'État et de gouvernement des États membres) propose un candidat « en tenant compte des résultats des élections au Parlement européen ». Le candidat sera nommé s'il recueille le vote favorable de la majorité des députés européens. La nomination du prochain président de la Commission européenne, qui doit succéder à José Manuel Barroso à l'automne 2014, devra, pour la première fois, respecter cette nouvelle procédure.

Pour le Front de gauche et la GUE, le candidat proposé est Alexis Tsipras.

S'agissant des commissaires européens, ils doivent faire l'objet, en tant que collège, d'un vote d'approbation du Parlement. Pour le contrôle de l'activité de la Commission, le

Parlement peut adopter une motion de censure à l'encontre de la Commission et a même le pouvoir de la dissoudre. La Commission est tenue de soumettre régulièrement au Parlement des rapports, y compris un rapport annuel sur les activités de l'UE et sur l'exécution du budget.

Les autres moyens de contrôle dont dispose le Parlement

Le Parlement a la possibilité de constituer des commissions d'enquête, chargées d'examiner d'éventuelles infractions au droit communautaire commises par des États membres. Il dispose d'un droit de recours en annulation d'actes adoptés en application du droit communautaire. S'il estime qu'un acte adopté n'est pas en conformité aux traités, il peut ainsi faire appel à la Cour de justice de l'Union européenne. ■

Les élections en bref

Combien de députés?

La France dispose de 74 députés.

Le territoire national est découpé en huit circonscriptions: Île-de-France (15), Nord-Ouest (10), Est (9), Ouest (9), Sud-Est (13), Massif central-Centre (5), Sud-Ouest (10), Outre-Mer (5). ■

Vote des communistes

62,78 % des communistes lot-et-garonnais, à jour de leurs cotisations, se sont exprimés sur l'accord des partenaires du Front de gauche pour les élections européennes et sur la composition de la liste du Sud-Ouest conduite par Jean-Luc Mélenchon (PG) et Marie Pierre Vieu (PCF). 76,36 % ont voté **pour**, 10,45 % **contre** et 12,72 % blancs (auxquels il faut ajouter un nul et un refus de vote). La liste et la démarche sont validées avec d'importants questionnements politiques sur la stratégie de rassemblement du PCF et du FdeG pour l'avenir. Ce sera l'objet de **débats impulsés par le conseil national du PCF et son secrétaire Pierre Laurent, débats qui devraient déboucher sur une conférence nationale du PCF**. Dans l'immédiat, les communistes vont s'impliquer massivement dans cette campagne qui pourrait permettre d'emporter un deuxième siège, donc élire Marie Pierre Vieu. ■

Élus de notre circonscription votes emblématiques

Le « Two-Pack » le contrôle des budgets par la Commission

Le 12 mars 2013, après plusieurs mois d'un intense bras de fer avec la Commission européenne et le Conseil, les eurodéputés ont approuvé à une large majorité le nouveau règlement européen imposant aux États la transmission des projets de budgets à la Commission européenne.

Pour Éric Andrieu (PS), José Bové (EELV), Catherine Grèze (EELV), Rochefort Robert (MODEM), Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (UMP), Alain Lamassoure (UMP)

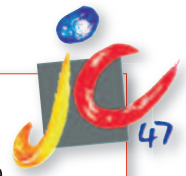
Contre Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche)

Le « Six-Pack » le renforcement des sanctions en cas de déficits publics

Le 28 septembre 2011, les parlementaires européens ont approuvé un paquet de six textes visant à renforcer le Pacte de stabilité et de croissance (1997) - règles qui régissent la discipline budgétaire des États membres. L'un des textes a conduit au strict renforcement des sanctions applicables en cas de déficits publics ou de dette excessive.

Pour (MODEM), Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (UMP), Alain Lamassoure (UMP), Françoise Castex (PS)

Europe et Palestine



Voilà plus de soixante ans qu'avec la plus grande complaisance de la communauté internationale, l'état d'Israël se comporte comme un État colonialiste et bafoue les droits légitimes du peuple palestinien. Pour nous, jeunes communistes agenais, la situation du peuple palestinien est un sujet majeur de nos préoccupations. Nous nous battons depuis de nombreuses années pour que le droit international soit respecté. Au vu des nombreuses prérogatives dont jouit l'Union européenne, notamment en politique internationale, nous pensons que ce scrutin représente un enjeu capital pour l'avenir du peuple palestinien. C'est donc dans cette optique que les jeunes communistes de Lot-et-Garonne interpellent les candidats aux élections européennes et leur demandent de s'engager à œuvrer en faveur de la paix afin que la cause du peuple palestinien soit reconnue à sa juste valeur. ■

Thomas Portes

Contre Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), José Bové (EELV), Catherine Grèze (EELV)

La réforme des retraites la promotion de la capitalisation

Le 21 mai 2013, les eurodéputés ont approuvé une résolution portant « sur une stratégie pour des retraites adéquates, sûres et viables ».

Dans cette dernière, ils invitent les États, conformément à l'avis de la Commission, à « constituer des pensions professionnelles complémentaires par capitalisation ».

Pour Robert Rochefort (MODEM), Marie-Thérèse Sanchez-Schmid (UMP), Alain Lamassoure (UMP), Françoise Castex (PS)

Contre Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), José Bové (EELV), Catherine Grèze (EELV). ■

Européennes Sud-Ouest 2009

Les principaux résultats et les élus

Louis Aliot (FN) 7,42 %
Dominique Baudis (UMP) 28,25 %
Kader Arif (PS) 15 %
José Bové (Verts) 13,41 %
Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) 8,14 %
Myriam Martin (NPA) 5,69 %
Robert Rochefort (MODEM) 9 %

Il y avait 24 listes en lice.
L'abstention était de 55,89 %. ■

Élus sortants Sud-Ouest 2009

groupe socialiste

Kader Arif

Françoise Castex

groupe PPE

Franck Proust

Marie-Thérèse Sanchez-Schmid

Christine de Veyrac

Alain Lamassoure

groupe Verts

José Bové

Catherine Grèze

groupe Gauche européenne

Jean-Luc Mélenchon

groupe Centriste

Robert Rochefort ■

Salaires en Europe

Le grand écart

Tous les États membres de l'UE n'ont pas fixé un salaire minimum. Sur vingt-huit États membres, vingt et un disposent d'une législation nationale établissant un salaire minimum légal. Les sept autres pays ont fixé un salaire minimum par branches ou prévoient que les salaires minimums soient déterminés par négociation entre les partenaires sociaux.

Parmi ces États, le niveau de salaire minimum varie fortement: de 158 euros par mois en Bulgarie à 1874 euros par mois au Luxembourg, soit 12 fois plus. La France se situe à la cinquième place des pays les plus « généreux », derrière le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas et l'Irlande.

Trois groupes se distinguent:

● les salaires variant de **157 à 372 euros** (Bulgarie, Roumanie, Lituanie, Lettonie, République tchèque, Estonie, Hongrie, Slovaquie, Pologne, Croatie);

● les salaires minimums entre **566 et 784 euros** (Portugal, Grèce, Malte, Espagne, Slovaquie);

● les plus hauts salaires, entre **1264 et 1874 euros** (Royaume-Uni, France, Irlande, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg).

Les sept autres États membres (Allemagne, Autriche, Chypre, Danemark, Finlande, Italie, Suède) ont fixé un salaire minimum par branches ou prévoient que les salaires minimums soient déterminés par négociation entre les partenaires sociaux. ■

Un 1^{er} Mai À fond contre l'austérité!

Les 400 manifestants lot-et-garonnais se sont rassemblés place du Pin avant d'entamer une marche dans les rues d'Agen. Au même moment, à Fumel, une centaine de salariés, de chômeurs sont rassemblés à Métaltemple. Tous ont marqué par leur présence leur volonté de dire non au pacte de responsabilité gouvernemental avec ses cadeaux aux chefs d'entreprise, avec ses ponctions fiscales supplémentaires pour le peuple... Le muguet du PCF a fait recette dans tout le défilé. ■



meetings

Agen mercredi 14 mai
20h30 à la Rotonde du Stadium

Bordeaux vendredi 16 mai
19h30 - JL Mélenchon, MP Vieu

Toulouse mardi 20 mai
20h00 - JL Mélenchon, MP Vieu

conférences

Monflanquin vendredi 16 mai
20h30 avec F Rauch

Marmande samedi 17 mai
20h00 avec RM Jennar

pour de plus amples détails
consultez le site du PCF47

lot-et-garonne.pcf.fr



Commémorations du 70^e anniversaire de la Libération

L'espace mémoriel de la Résistance et de la déportation d'Agen organise cinq jours de manifestations.

Exposition - 12 au 16 mai

1944 : libération du territoire national
Vers la victoire : la France au combat 1942-1945
Cette exposition s'attache à rappeler que les armées françaises, soldats réguliers et les résistants ont participé aux combats qui ont conduit à la libération du territoire, de 1942, au moment du basculement de la seconde guerre mondiale en faveur des Alliés, à la victoire du 8 mai 1945. Elle présente les différentes batailles des années 1942-1945 auxquels les Français ont participé. Depuis les débarquements en Corse, en Provence ou encore en Normandie, l'exposition parcourra également les multiples combats qui ont fait rage durant ces trois années, pour aboutir à la victoire.

Exposition réalisée par l'ONAC - hôtel de ville - salle des Illustres
ouverte du lundi au vendredi de 9h30 à 11h30
et de 13h30 à 16h30 - **entrée libre**

L'exposition se poursuivra au pôle mémoire et archives à partir du 2 juin jusqu'au 29 août.

conférence

mercredi 14 mai à 18h00

Retour à la République
conférence de Jacques Varin, secrétaire national de l'ANACR
hôtel de ville - salle des Illustres - **entrée libre**

Film

vendredi 16 mai à 20h30

projection du film : **Robert et les ombres**
Studio Ferry/Montreurs d'Images - place du Pin à Agen
Vingt ans après sa mort, Jean-Marie Barrère découvre par hasard cette histoire que son grand-père a emportée avec lui. Et quelle histoire ! Agents secrets, lutte contre la Gestapo, parachutages, actes de bravoure, trahisons, arrestations, retournements multiples...

conférence à la suite de la diffusion du film
par l'association mémoire de la Résistance en 47 ■

Val de Garonne

Adresse à M. Libaros

Je ne suis pas surpris du « procès » qu'a fait M. Libaros à Didier Monpouillan dans le Républicain, à propos de l'élection des vice-présidents de VGA. J'ai vécu deux mandats municipaux en sa compagnie, lui appartenant au Parti socialiste, moi au Parti communiste français. Déjà en 1989, il disait qu'il pouvait « nous sortir » (parlant des communistes évidemment) mais le soir de l'élection municipale, il finissait dernier. La démocratie permet que toutes les tendances politiques soient représentées à la vice-présidence, comme c'était toujours le cas à l'Assemblée nationale, avant l'ère Hollande. C'est tout simplement ce que le président de VGA, M. Benquet, a proposé à la tendance communiste en disant que, malgré son opposition et dans un souci d'apaisement, il souhaitait que Didier Monpouillan, maire de Montpouillan, devienne vice-président. Ce dernier, seul candidat proposé a réuni 37 voix (contre un score allant de 55 à 75 pour tous les autres vice-présidents). Jean-François Toumazou, maire de droite, candidat non déclaré en a obtenu 30 (s'il avait su, il aurait pu voter pour lui?). Que l'on ne nous prenne pas pour des imbéciles ! Des contacts pour faire battre Didier Monpouillan ont été pris, même auprès de sympathisants du PCF, par les représentants du PS. Les trente voix de M. Toumazou et du PS

Fumel

Petites bobines

Comme chaque année, le cinéma **le Liberty** de Monsempron-Libos donne rendez-vous le samedi 24 mai à 16h30 pour **le festival les petites Bobines**. Le rendez-vous est donné devant le ciné pour un goûter offert qui sera suivi de la projection des films réalisés par les enfants du Fumelois, durant l'année scolaire 2013-2014. Pour la cuvée 2014, ont participé à la réalisation des films, les enfants des écoles primaires de Libos et de Trentels, ceux de la maternelle de Monsempron-Libos qui présenteront trois films, les enfants de l'école maternelle du chemin rouge de Fumel ainsi que ceux du centre de loisir Michel Delrieu. ■

montrent que la gauche (malheureusement) est minoritaire au sein de VGA et que la voix qui a manqué au second tour à Jacques Billirit pour la présidence est une voix de droite, « rentrée à la maison » tout simplement. Plutôt que de poursuivre dans l'anticommunisme, ne serait-il pas plus efficace de regarder, autour de soi, les pertes électorales ? Ce n'est pas la faute à Monpouillan qui a défendu, bec et ongles les communes, mais à la politique de Jean-François Poncet, de Michel Diefenbacher et même de Sarkozy, poursuivie aujourd'hui. Il y a quatre ans, les maires PS nous demandaient de signer les pétitions pour défendre les communes, les Départements, les Régions : que nous propose Valls... ? « Il vaudrait mieux que tu travailles à rassembler la gauche pour faire une politique en faveur des gens et pas pour les financiers. Le temps presse, si tu ne veux pas avoir, en 2015, une majorité de droite au conseil général, s'il existe encore. » ■

Francis Tressos

Francescas

Assemblée de l'ADRA

À Lassere, après l'assemblée générale de ce 29 avril 2014, l'ADRA du canton de Francescas sort en position de force. Cinq cents personnes avaient participé à l'assemblée générale de l'ADRA 47, fin mars 2013, à Francescas. Sur les retraites agricoles des choses ont bougé, certes timides face à la revendication de 85 % du SMIC dès maintenant. L'ADRA cantonale est présidée depuis début 1994 par Évelyne Laffite qui déléguera le « terrain » par obligation familiale au regretté Didier Bacheres de Moncrabeau, auquel s'associera Robert Vidau du Nomdieu. Des événements successifs ont conduit Robert Laffite à se porter volontaire, à son tour. Un contexte réel où se devine la responsabilité, l'humilité, le farouche combat menant à cette assemblée générale cantonale de l'ADRA, tenue à Lassere, autour d'une bonne douzaine de participants et autant d'excusés (la sépulture d'un adhérent, multiples réunions), mardi 29 avril 2014 en présence de la presse locale et de Guy Soulage, président départemental. Ouvrant les travaux, Robert Laffite annoncera : « cent adhérents sur le canton autour de l'association de défense des retraités agricoles disposés à réagir contre l'oubli ». Guy Soulage insistera sur l'importante pression à maintenir envers les élus pour avancer vers la justice exigée par les retraités agricoles ; annonçant une action concrète en ce sens pour bientôt. Une attitude singulière parmi les responsables agricoles du département, de l' élu à la chambre d'agriculture des aînés, très appréciée de ceux-ci. L'assemblée fut consternée au moment où il révéla l'injustice des cotisations retraites du régime agricole favorisant la très grosse agriculture. Bien sûr, les

Marmande

Conseil municipal

Lors du dernier conseil municipal, le maire UMP de Marmande a annoncé qu'il allait pratiquer un audit sur le personnel municipal et réduire, si nécessaire, son nombre et le mutualiser avec Val de Garonne agglomération. Compte tenu de la baisse des dotations des gouvernements successifs, il faudrait en substance « se serrer la ceinture » ; les associations devront économiser et il y aurait trop (d'impôts) de services publics payés par la population. Or, le maire a décidé de réduire unilatéralement les recettes en annulant la vente du tribunal à VGA avec le retrait de la construction de la maison des seniors, de la salle Darthial, la réduction des équipements au parc de la Filhole... Ces annonces interviennent alors que la première décision du nouveau conseil municipal est d'augmenter les indemnités d'élus de 10 %.

Michel Ceruti

Couscous réussi

Le 3 mai, était organisé par la section de Marmande du PCF un couscous chez Paulette et Pierre Lapoire à Sainte-Bazaille. Trente-deux camarades et amis ont répondu à l'invitation sur le thème d'une réflexion sur les résultats des élections municipales. Le débat s'est centré sur : « comment mobiliser les électeurs pour le vote Front de gauche aux européennes » Nous avons eu le plaisir d'accueillir les quatre nouveaux élus d'opposition au conseil de Sainte-Bazaille, de la liste « Sainte-Bazaille autrement ». Cette sympathique rencontre s'est déroulée dans une bonne ambiance et le couscous a été très apprécié ; nous remercions notre ami Kacem pour son dévouement. ■

Pierre Lapoire

questions traversant toute la société se retrouvent aussi chez les retraités agricoles, notamment sur la disponibilité de l'argent, son orientation... En fin de réunion, au moment « de remettre la veste », le « non » aura fusé de même que le « oui », au sujet du possible... Maintenant, depuis son bureau concrètement rétabli en 2014, l'ADRA du canton de Francescas peut agir au plus près encore de ses adhérents, avec eux, si tel est leur souhait. Ces derniers, entameront-ils « un débroussaillage » des idées sur ces questions concernant le quotidien ? Dans la société, ils ne sont certainement pas seuls à avoir un intérêt à disposer enfin d'une majorité d'élus à l'image des attentes du plus grand nombre. La justice sociale, pourrait ainsi entrer dans les faits. ■

Jacques Farré

Le nouveau bureau est ainsi composé : Évelyne Laffite, présidente, Robert Laffite, secrétaire, Claude Loumagne, trésorier et des délégués communaux : Bruno Guasconi, René Lherisson, Roland Laboubee, Bernard Laurensan, Francis Lalanne.

L'ASSOCIATION DE L'UN À L'AUTRE PRESENTE

CONCERTS
CONCERTS
CONCERTS

RENDEZ-VOUS
SAMEDI
10 MAI
20H30

ENTRÉE
2€

AVEC LA PARTICIPATION DE
TRAFIKO
REGGAE / LATINO / CUMBIA

LACAVE MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE
MONFLANQUIN

**ARTISTES
DANS LA RUE**

17-18 MAI 2014

CASSENEUIL

7^{ème} - dition
VENT DANS LES TOILES
www.vent-dans-les-toiles.over-blog.com

Marché d'Art et Concours de Peintres dans la Rue
Animations Musicales, Animations pour les enfants
Visite du Village, Balades en Calèche
Restauration sur Place

www.ATTITUDE01.com à Bias (47) - Ne Pas Jeter sur la Voie Publique

PRINTEMPS 2014

Mai
de la **photo**
VILLENEUVE-SUR-LOT

*10 ans de photographie
en Villenouvois*

Rens. 05 53 41 53 85 / www.ville-villeneuve-sur-lot.fr

LOT-ET-GARONNE
Conseil général